

BOUIRA

Il était une fois cent lots de terrain à Errich

En 1995, la wilaya de Bouira avait signé avec le syndicat UGTA une convention bilatérale dans laquelle il a été octroyé aux fonctionnaires de la wilaya 110 lots de terrain à Ras-Bouira, d'une superficie de 108 m², affectés exclusivement à la construction.

Il a été prévu aussi la construction de 100 logements extensibles de la part de l'OPGI du côté de la forêt d'Errich, contre paiement de 450 000 DA à verser par les fonctionnaires en plusieurs tranches pendant une seule année.

Au niveau de Ras-Bouira, les travaux d'aménagement du site furent immédiatement lancés au niveau du premier lot comprenant 72 parcelles, et à la fin des aménagements, des permis de construire furent délivrés à leurs propriétaires qui ont entamé les constructions en toute légalité. Au niveau des 38 lots restants, des travaux d'aménagement s'étaient arrêtés à moitié. De fait, après plusieurs mois d'attente, plusieurs propriétaires de ces parcelles avaient engagé des constructions sans permis de construire.

Concernant la partie située à Errich, l'OPGI, qui devait engager les aménagements et les constructions, s'est rétractée à la dernière minute en demandant aux bénéficiaires de verser la somme de 1 200 000 DA et non 450 000 DA initialement prévus. De fait, lors d'une réunion qui avait regroupé le syndicat des fonctionnaires avec le wali de l'époque et l'OPGI, une autre solution avait été trouvée et consistait en le transfert de ces logements en parcelles de 108 m² extensibles et à construire par le bénéficiaire lui-même.

De fait, des actes de vente ainsi que des livrets fonciers, suivant le plan parcellaire n°512 du 04/09/1996, furent délivrés aux bénéficiaires et l'OPGI entamait les travaux d'aménagement suivant la même convention. Une enveloppe conséquente avait été octroyée à l'OPGI pour effectuer les aménagements au niveau de tout le site d'Errich qui comprenait, outre le lot des 100 parcelles, un autre lot limitrophe de 99 parcelles promotionnelles.

Cependant, l'enveloppe dégagée en 1998 n'était pas suffisante et de fait, les travaux avaient été arrêtés à mi-chemin. Les choses sont restées en l'état jusqu'à 2001, où l'aménagement du site fut inscrit dans le cadre du plan de relance économique. Mais, là aussi, ce ne furent que



de promesses sans lendemains et le site qui avait été aménagé en partie fut totalement dégradé. Ainsi, depuis 1998, les bénéficiaires attendent la réalisation de ces aménagements. Les choses sont restées en l'état jusqu'à 2006, où les bénéficiaires, qui se sont constitués en association, ont adressé une correspondance à l'actuelle SG de la wilaya. Cette dernière, après avoir été informée des dessous de cette affaire, a instruit la DUC pour engager les aménagements au niveau de ce site. En 2009, l'entreprise avait été dégelée et les travaux d'aménagement avaient été entamés au grand soulagement des dizaines de fonctionnaires — certains des premiers bénéficiaires avaient désespéré et ont vendu leurs parcelles à d'autres fonctionnaires — qui attendaient depuis 1995, la fin de ce cauchemar pour pouvoir construire une demeure pour

leur progéniture. Or, même après l'entame de ces travaux, les bénéficiaires allaient vivre une autre désillusion. Deux mois après le début des travaux, l'entreprise qui effectuait les travaux fut priée par téléphone d'abandonner les travaux, et de se rapprocher de la DUC pour le paiement de cette partie déjà effectuée.

Les responsables de l'association, qui avaient essayé de comprendre les raisons de cet arrêt subit, ont appris que les responsables de la DUC s'étaient trompés de chapitre. En mai 2009, ils ont adressé une correspondance au wali pour lui faire part de leur désarroi. Les pauvres fonctionnaires qui avaient compris entre-temps — on le leur a fait comprendre indirectement puisqu'une autre solution consistant à céder leurs parcelles contre construction sur site de logements LSP en hauteur — cette partie proche de la forêt d'Errich, l'équivalent du

Bouchaoui algérois, est très convoitée, ont alerté les plus hauts responsables du pays par voie de presse mais sans aucun résultat.

Aujourd'hui, ils lancent un ultime cri d'alarme en rappelant que même les élus APW du RCD avaient soulevé le problème lors de la dernière session de l'APW et que le wali leur avait promis de répondre par écrit mais jusqu'à aujourd'hui, sa réponse ne leur est pas parvenue. En outre, ils se posent des questions sur la légèreté avec laquelle l'argent de l'Etat est utilisé. Sinon comment expliquer que le marché des aménagements de ce site soit passé devant le comité des marchés et la décision d'inscription effectuée, et l'entreprise désignée et invitée à entamer les travaux d'aménagement avant l'arrêter en disant qu'ils s'étaient trompés de chapitre ?

Y. Y.

APRÈS TROIS SEMAINES DE CALVAIRE

Près de 90 km d'autoroute réceptionnés ce dimanche

Il était temps, diront les usagers de la RN5 qui ont vécu sûrement l'enfer des embouteillages sur cette route pendant ces trois dernières semaines, après la fermeture de l'autoroute menant d'Alger vers Constantine, entre Djebbahia et Bouira, pour cause de travaux de la troisième voie.

Ainsi, aujourd'hui, après trois semaines de calvaire, les automobilistes pourront enfin goûter aux délices des trois voies de l'autoroute, non seulement sur l'axe Lakhdaria — El-Adjiba, soit 67 km, mais même au-delà.

En effet, nous apprenons auprès de la wilaya qu'à l'occasion de la réouverture de ce tronçon de contournement de la ville de Bouira sur 10 km, fermé à la circulation sur la voie Alger-Constantine, le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, sera présent pour procéder également à l'ouverture d'un autre tronçon plus important et qui sera l'avant-dernier au niveau de la wilaya de Bouira, depuis El-Adjiba jusqu'aux frontières avec la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj sur 22 km. Pour rappel, ce tronçon

d'autoroute, confié à l'entreprise chinoise CITIC/CRCC sur 16 km, est achevé par cette entreprise avant les délais, alors qu'une autre partie de 6 km du tronçon Bouira-El-Adjiba, confié à l'entreprise italienne Todini, a accusé un énorme retard. D'ailleurs, celui-ci est toujours visible, puisque la réception se fera sans l'échangeur prévu au niveau d'El-Adjiba et dont les travaux sont toujours en cours. Ainsi, à la faveur de ces deux ouvertures, les automobilistes qui se déplaceront vers les wilayas de l'est du pays ou ceux qui rejoignent la capitale emprunteront l'autoroute sur près de 89 km, au niveau de la wilaya de Bouira. Cela, en attendant l'achèvement des travaux de réalisation du dernier tronçon entre Lakhdaria et les frontières avec la wilaya de Boumerdès sur 12 km. L'autoroute Est-Ouest traverse la wilaya de Bouira sur une longueur de 101 km et comporte le fameux viaduc Oued R'kham à Aïn-Turk, l'un des plus grands d'Afrique avec 145 m de hauteur.

Y. Y.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION À SIDI-BEL-ABBÈS

Un mort et six blessés

Dans la nuit de jeudi à vendredi derniers, un camion a heurté un arbre sur la rocade nord de la ville de Sidi-Bel-Abbès, plus précisément à la sortie de la cité Zaouia, causant la mort, sur le coup, d'une jeune fille âgée entre 22 et 24 ans environ et des blessures graves au conducteur qui a été acheminé vers les UMC du CHU de Sidi-Bel-

Abbès. Le cadavre de la jeune victime non identifiée a été transporté vers la morgue. Par ailleurs, dans la journée de mercredi dernier, un véhicule avec à bord quatre passagers a dérapé sur la RN7 reliant Sidi-Bel-Abbès à Tlemcen, plus exactement dans la localité de Benbadis. Les quatre passagers s'en sont sortis avec de graves blessures nécessitant

une évacuation vers l'hôpital de Benbadis.

Dans la journée de jeudi, un jeune motocycliste a été percuté dans la localité de Belarbi par un véhicule léger qui lui a occasionné de sérieuses blessures. La victime a été évacuée vers les UMC du CHU de SBA.

A.M.

KHENCHELA

Le siège de la kasma FLN incendié à Kaïs

Le siège de la kasma du Front de libération nationale à Kaïs, 22 km du chef-lieu de la wilaya, a été incendié par des inconnus dans la nuit d'hier selon une source bien informée. Les citoyens qui ont vu les flammes prendre du terrain ont alerté les agents de la Protection civile qui ont pu maîtriser le feu quelques minutes après leur arrivée. On parle d'une bouteille d'essence et d'un briquet trouvés sur les lieux, ce qui laisse supposer un acte criminel. La police a ouvert une enquête. Ce crime a été déploré par les militants du FLN à travers toute la wilaya de Khenchela.

Mandat de dépôt pour une gérante de pharmacie

Une gérante de deux pharmacies étatiques sises à Mahmel, 9 km à l'est du chef-lieu de la wilaya, a été arrêtée et placée sous mandat de dépôt par le tribunal de Chechar, 50 km au sud de Khenchela. Cette responsable est accusée de détournement de fonds, faux et usage de faux, falsification de documents officiels et fausses déclarations. Une enquête menée par les services de police a permis de découvrir un trou de 100 millions de centimes dans la comptabilité des deux pharmacies. Placée sous mandat de dépôt, cette gérante sera jugée dans les jours qui viennent.

Benzaïm Abdelouahab

Le ministre de la Justice à Djelfa

Le ministre de la Justice et garde des Sceaux, Tayeb Belaïz, a débuté sa visite dans la daïra de Aïn Oussara, où il a inspecté le chantier de la maison de rééducation. Il s'est félicité de l'avancement des travaux qui est de l'ordre de 70%. Cet établissement bâti sur 23 hectares coûtera 410 milliards de centimes. Le ministre a révélé que le problème actuel de son secteur est la surcharge dans les pénitenciers. Il déclara en ce sens : « Nous allons œuvrer pour offrir un espace d'au moins 9 m² pour chaque détenu. » M. Belaïz ajouta, en s'adressant aux autorités locales, que le programme du président de la République doit arriver à son terme et que les chantiers doivent accélérer les travaux pour être au rendez-vous de la fin 2009. Il dira en outre que 13 autres établissements seront réceptionnés en 2010 (2 000 places pour les uns et 1 000 pour d'autres), alors que 12 seront opérationnels d'ici la fin de l'année.

Bekaï Bensaid

SOUK-AHRAS

La poste sans liquidités depuis deux semaines

Selon des sources bien informées, les différentes postes du chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras se trouvent dépourvues de liquidités et ce, depuis presque deux semaines. A vrai dire, ces agences, au grand dam des fonctionnaires et retraités, n'ont pas été approvisionnées en liquidités depuis plusieurs jours. Les usagers font quotidiennement le pied de grue en vain ; c'est toujours le visage crispé qu'ils regagnent leurs domiciles bredouilles. Devant cette situation pénalisante à plus d'un titre, les citoyens ne sont même pas en mesure de percevoir leurs maigres salaires en toute dignité. Les pouvoirs publics sont interpellés.

Barour Yacine

SÉNATORIALES

À TEBESSA

Moussa Touati interpelle ses élus

Hier, le leader du FNA a convoqué ses élus en perspective des prochaines sénatoriales. Sur les 39 élus que compte le FNA, 12 seulement étaient présents, ce qui d'ailleurs a poussé Moussa Touati à réagir vivement, interpellant énergiquement sa composante à s'assumer pleinement et à honorer ses engagements sous peine de poursuites judiciaires.

Saâdallah Djamel